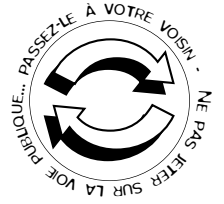


LE PIAF

gratuit !



N°11 - JANVIER/FÉVRIER 2007

www.le-piaf.org

Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - Mort du dictateur turkmène :
sincères condoléances
à Bouygues

[EUROPE OÙ VAS-TU ?]

P4 - Ces LOBBIES qui font
l'Europe [3] : l'Unice

[SERVICES PUBLICS]

P5 - Égalité des chances

[ÉCONOMIE]

P6 - Pouvoir d'achat : le grand écart
- APE : accord de pauvreté
évidente

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P8 - De l'État providence
au travail providence

[À TRAVERS LES MÉDIAS]

P10 - À qui profite le Hulothon ?

[ENVIRONNEMENT]

P11 - L'énergie la moins polluante
est celle que nous ne
consomons pas

P12 - LANGUE FRANÇAISE]

+ AGENDA]

Un pour tous et tous pour rien !



Depuis maintenant une dizaine d'années, avec le mouvement altermondialiste et les contestations sociales répétées (défense de la retraite, de la sécu, opposition au CPE, etc.), le courant politique appelé antilibéral se construit selon un schéma assez neuf. Par exemple, ce courant n'est pas représenté par un véritable parti. Il est par contre porté au sein des partis de gauche (LCR, PC, Les Verts et même par une frange du PS), mais aussi par des associations comme Attac ou la fondation Copernic. Et surtout par des individus qui portent ce refus du libéralisme sans pour autant vouloir s'encarter dans une organisation unique.

Ce même courant antilibéral a permis de faire basculer le vote français sur le Traité constitutionnel européen (en étant néanmoins pro-européen). Au cours de la campagne, des comités très actifs s'étaient spontanément créés un peu partout, portés par des individus qui oubliaient leur éventuelle appartenance politique au nom du non.

Au lendemain de cette victoire électorale, ces « comités du 29 mai » ont entamé une réflexion sur leur place dans le paysage politique devenant alors « collectifs antilibéraux ». Ils ont ainsi construit un programme de 125 propositions pour une candidature antilibérale, afin de représenter leur diversité politique [SUITE EN P9]





Mort du dictateur turkmène : sincères condoléances à Bouygues

Le 21 décembre 2006, au réveil, les médias nous glissent une nouvelle : le Président du Turkménistan, SaparMourat Niazov, est décédé d'une crise cardiaque. Le Turkménistan... un de ces nombreux pays en « stan » qu'on ne situe pas très bien, et dont on sait encore moins ce qu'il s'y passe. Et pourtant...



Le Turkménistan était gouverné, depuis 1985, par l'un des plus grands mégalomanes de l'histoire. Niazov, qui s'était auto-proclamé « Turkmenbachi » (« père de tous les Turkmènes »), avait instauré une dictature proche de la science-fiction, fondée sur la répression et le culte de sa personne. Il n'était pas seulement Président à vie, Premier Ministre, chef des armées et du seul parti autorisé, mais aussi poète et leader spirituel de son peuple. Son œuvre, le Ruhnama, qui revisite l'histoire du pays et sacralise Niazov et sa famille, est devenu le seul ouvrage étudié en classe et disponible dans les librairies. Un exemplaire a même été placé sur orbite et tourne actuellement autour de la Terre... La photo du Président est quant à elle placardée dans tout le pays. Sa statue, en or, tourne avec le soleil au centre de la capitale, Ashgabat.

Niazov a redéfini ce qui était bon pour le peuple turkmène : le théâtre, le ballet et l'opéra ont été interdits, les bibliothèques supprimées. Le système éducatif est devenu une usine d'endoctrinement. Le système de santé est réduit à néant : par soucis d'économies, tous les hôpitaux de province ont été fermés. Les habitants sont priés de se rendre dans la capitale pour se voir énoncer un diagnostic bidon : le Turkmène version Niazov doit être en pleine santé. Le choléra réapparaît ? Il suffit de fermer les yeux.

Parallèlement à ces économies budgétaires, le dictateur, assis sur une importante rente gazière et pétrolière dont les deux tiers atterrissaient sur ses comptes personnels, a réalisé des projets aussi pharaoniques qu'inutiles : des palais présidentiels gigantesques, ou encore la plus grande mosquée d'Asie Centrale, dans son village natal, qui attend toujours ses premiers fidèles. Au to-

tal, une trentaine de contrats passés avec le constructeur préféré du dictateur : Bouygues. Le montant total est estimé à 1,5 milliard de dollars. Niazov était devenu un ami personnel de Martin Bouygues, dont l'entreprise s'est pleinement épanoui dans cette région pendant que les Turkmènes se ser-

raient la ceinture pour aller se faire soigner en Ouzbekistan, et que des rares opposants mouraient dans des prisons qu'aucune ONG n'a jamais pu pénétrer... Mais que le peuple se rassure, il n'a pas été complètement oublié des fantasmes présidentiels : des projets de zoo en plein désert – avec des pingouins s'il vous plaît – ou de pistes de ski traînent encore dans les cartons.

Les élections pour sa succession sont prévues le 11 février prochain. Les survivants de l'opposition, en exil, envisagent de rentrer au pays. Ils n'y sont pas encore parvenus, et l'opération semble toujours très difficile. Mais dans tous les cas, la mort de Niazov représente un risque financier important pour Bouygues. Nous ne pouvons donc qu'adresser à son PDG, nos sincères condoléances. **Magali**

À lire : *Le pays où Bouygues est roi*, David Garcia, éditions Danger public, 2006.



Jouer au ballon avec les zapatistes

Ah bien sûr on peut à loisir faire le tour critique du football, sa sociologie, ses comportements violents guerriers et machistes, causer chiffons ou Fifa, dollars dopage et dribble, transferts et tête à toto et même celle à Rocheteau. Mais qui dira avec moi le plaisir du ballon, les jeux à en perdre haleine, la sueur sur les faces qui s'effacent, la soif, les tirs puissants, le bonheur des copains, un dribble fulgurant, les passes déroutantes, les corners qui donnent sur la tête d'Henry ou de Thierry ? Hein, qui ?

J'assistais à un match à Bobo-Dioulasso pendant la coupe d'Afrique. L'équipe nationale du Burkina, qui valait bien une division d'honneur dans la Loire, rencontrait l'Algérie. Les places les plus chères coûtaient 5 francs et le stade était donc vide. Mais bon, Blaise Compaoré, qui tenait à remplir les stades par orgueil national, décréta la gratuité. Le peuple s'installa, heureux, souriant, envahissant

toutes les tribunes. Ce fut donc un joyeux chahut quand toute la foule emplît le stade. Je vous passe le match : il ne restera pas coïncé dans les annales. Mais quand le Burkina l'emporta, alors là, mon vieux ! Je te raconte pas.

Et c'est là que je sors ma deuxième petite histoire. C'est la rencontre de l'équipe nationale du Mexique avec celle des zapatistes ou plutôt c'est l'équipe *Tzotzil, Tojolabal* venue à Mexico pour l'achèvement de sa tournée au Mexique. Là j'ai assisté à du grand spectacle. Cette armée qui parlait au monde entier, ces indiens de rien du tout, qui venaient jouer à Mexico, n'avaient pas de chaussures de foot, encore moins de crampons. On nous a demandé des chaussures ! Mais seulement des petites tailles. Alors le public hilare a jeté les siennes. Moi j'ai gardé les miennes : du 42 ! L'équipe zapatiste a joué avec la cagoule, ce qui n'aide pas vraiment, mais elle a remporté le match avec la bénédiction et les

maladresses feintes de l'équipe nationale. Essaie de courir avec un sac sur la tête !

Michel Quint, spécialiste du football prolétarien, raconte dans un de ses livres l'histoire du match des joueurs du Dynamo de Kiev emprisonnés dans un camp allemand en 1943. On leur propose un match contre des joueurs de l'armée mais à une condition : perdre ! Ils acceptent de jouer, mais là c'est leur vie. Héroïques comme à Stalingrad et forts de leur talent, il gagnent... et sont exécutés. Après le match... jouez, éteignez la télé ! **C. Goby**



La partie la plus riche de la Bolivie veut faire sécession

En Bolivie, où le parti du Mouvement vers le socialisme (MAS) du président Evo Morales a fêté en janvier sa première année de gouvernement, quatre États de l'Est du pays connaissent un mouvement de sécession. Le plus important d'entre eux, l'État de Santa Cruz, compte 90 % des industries boliviennes, 60 % des puits de pétrole, et son activité représente 50 % du PIB du pays. En juin 2006, cet État a voté à 70 % pour son autonomie lors d'un référendum qui n'a pas été reconnu par le gouvernement central.

Les politiques de nationalisation menées depuis neuf mois par le président Morales ne plaisent pas aux élites qui habitent cette partie du pays.

Morales a radicalement renégocié les contrats avec les multinationales qui exploitent le gaz et le pétrole boliviens, et le 3 juillet, il a signé un décret de réforme agraire. Pour comprendre la situation, il faut savoir qu'en Bolivie, 90 % de la population est propriétaire de seulement 7 % des terres cultivables, et que, dans les États autonomistes, 25 millions d'hectares de terrain appartiennent à seulement 100 personnes.

Ces régions parlent depuis des années de faire sécession, mais le mouvement séparatiste n'est devenu ouvertement violent qu'en juillet 2006. Le 2 juillet, afin de réécrire la constitution, les boliviens ont élu une assemblée constituante dans la-

quelle le parti de Morales a obtenu 53 % des postes. Le MAS estime que les articles de la nouvelle constitution peuvent être votés à une majorité simple, mais ses opposants affirment qu'une majorité des 2/3 est nécessaire pour toute adoption. Ce point technique n'est que l'étincelle du conflit, l'enjeu étant en réalité la question de la possibilité d'autonomie pour la région de l'Est. En juillet, des séparatistes se sont violemment confrontés à des supporters du gouvernement. Cette situation instable a provoqué de grandes manifestations en décembre. Le Venezuela a promis son aide militaire en cas d'affrontements ouverts ou de tentative de coup d'État. **Oliver Carmine**



Ces LOBBIES qui font l'Europe [3] : l'Unice

L'Union des confédérations industrielles et patronales européennes (Unice) a été créée en 1958. Cette organisation, dirigée par le baron Ernest-Antoine Seillières (ex-président du Medef) depuis 2005, regroupe 39 fédérations industrielles européennes et compte une soixantaine de groupes de travail.

Ses objectifs, fièrement énoncés sur son site internet, n'ont pas changé en quarante ans : « réunir les fédérations industrielles centrales pour favoriser une solidarité entre elles, encourager une politique industrielle compétitive au niveau européen et être un porte-parole envers les institutions européennes. »

Cette fonction de porte-parole des industriels est remplie avec d'autant plus d'efficacité par l'Unice que celle-ci dispose de nombreux atouts pour se faire entendre, notamment l'appui d'une agence de relations publiques qui sollicite

sans relâche les députés européens, ainsi qu'un contact privilégié avec les membres de la Commission européenne.

Selon l'ancien secrétaire général de l'Unice, Zygmunt Tyszkiewicz, « la Commission est une administration très ouverte, elle est très accessible. Et ils pensent que nous pouvons les aider ». Ce faisant, les pressions exercées par l'Unice ont souvent conduit à l'adoption de mesures très favorables aux milieux d'affaires. A tel point que, comme le remarque encore Tyszkiewicz, « il est impossible d'énumérer les cas dans lesquels la législation a été soit complètement évitée soit très sérieusement amendée grâce au travail effectué par l'Unice ».

Mais quelles sont les recettes miracles préconisées par l'Unice, et que prisent tant les politiques et hauts fonctionnaires européens pour encourager la « compétiti-

tivité » ? Rien de très original en fait, puisque ce sont celles de la bonne vieille cuisine libérale : lutte contre les « protectionnismes nationaux », réforme des systèmes sociaux européens « pour qu'ils soient durables » (sic)... Autrement dit : faire tomber les barrières fiscales et douanières (au niveau européen mais aussi mondial, dans le cadre de l'OMC), réduire les droits des salariés (droit du travail, assurance chômage), lamener les systèmes publics de retraite et de santé.

Pour faire disparaître tout ce qui fait obstacle aux profits, les industriels européens ont compris qu'ils devaient se serrer les coudes et s'organiser. Une belle leçon de solidarité !

Robert Moineau

Sources :

► Europe Inc, B. Balanya, A. Doherty et al, éditions Agone, 2003.

► Corporate Europe Observatory (CEO) : www.corporateeurope.org

► Site de l'Unice : www.unice.org

Sophie Scholl - les derniers jours

Si vous avez loupé ce film lors de sa sortie en salle, dans trop peu de salles hélas, précipitez-vous pour l'acheter en DVD

Sophie Scholl - les derniers jours est plus qu'un film, c'est presque un document historique.

Le film, du cinéaste Marc Rothemund, fait à partir des procès verbaux de la gestapo est d'une réalité quasi insupportable, il retrace les 6 derniers jours de Sophie Scholl et de ses premiers co-accusés, entre leur arrestation et leur exécution, du 17 au 23 février 1943.

La violence est faite de mots, pas de scène de torture, de passage à tabac ou « d'effets », rien que des mots... les mots de la haine qui usent de la loi comme d'un paravent contre ceux de la raison et de la fraternité !

Le film nous plonge dans l'histoire du III^e Reich, bien sûr, mais, avec une incroyable habileté, tout en suivant pas à pas la réalité historique, il nous invite à une réflexion plus large et plus actuelle.

Jusqu'où peut-on accepter de ne pas voir ? Jusqu'où peut-on aller pour le prix de la vie ? Jusqu'où les simples exécutants peuvent-ils aller lorsque les maîtres qui les emploient justifient l'inconcevable ?

Surtout, jusqu'à quel point une loi est-elle légitime et légitimes ceux qui l'utilisent lorsque celle-ci est contraire à toute morale et à toute dignité humaine ?

JMJ

La Rose blanche

De juin 1942 à février 1943, la Rose blanche, un groupe d'étudiants allemands, tient des réunions clandestines, peint des slogans anti-nazis sur les murs de Munich, imprime des tracts et les distribue par la Poste ou par des moyens détournés puis, enfin dans l'université elle-même. Chrétiens d'inspiration ou communistes « en herbe », ils veulent ouvrir les yeux de leurs concitoyens sur les absurdités et les horreurs du régime, l'impossibilité de la victoire annoncée par la propagande. Il le payèrent de leur vie... (Sophie Scholl fût guillotinée à 21 ans). ■



Égalité des chances

Le 8 décembre 2006, Gilles de Robien invite la presse à venir admirer sa politique d'égalité des chances en ces termes :

« Gilles de Robien ouvre l'école aux entreprises pour une meilleure égalité des chances »

Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, fait du rapprochement entre l'école et l'entreprise un de ses priorités. Le ministre souhaite que se développent des actions concrètes en faveur des élèves des établissements d'éducation prioritaire ou des élèves les plus modestes, pour leur permettre de découvrir les différents métiers du monde de l'entreprise, les aider à trouver des stages et bénéficier de bourses, d'accompagnement scolaire ou d'actions de parrainage et de tutorat.

Dans cette perspective, le ministre signera avec les présidents et les directeurs des ressources humaines d'une quarantaine de grandes entreprises mondiales la Charte d'engagement des entreprises au service de l'égalité des chances dans l'Éducation : mercredi 13 décembre 2006 à 8h30 salle Condorcet au ministère.

Le Groupe Vedior, Air France, La Poste, SFR, SNEF, les Hypermarchés Carrefour, la Fondation Télémaque du groupe PPR, Suez, le Groupe Accor, RATP, L'Oréal, PSA Peugeot Citroën, Coca Cola Entreprise, Bouygues construction, Vinci, Total, BNP Paribas, Dexia, Axa, IBM France, Assystem, Accenture seront parmi les premières entreprises signataires.

Gilles de Robien souhaite ainsi encourager l'ambition scolaire et professionnelle de chaque élève, grâce à une politique cohérente et concrète d'égalité des chances, leur apportant l'aide nécessaire pour franchir les obstacles culturels, sociaux et financiers, du collège à l'université. »

Que Robien s'appuie sur les entreprises pour aider les élèves à « découvrir les différents métiers du monde de l'entreprise » et « trouver des stages », cela pourrait à la rigueur se comprendre. Mais les autres objectifs, « bourses, (...) accompagnement scolaire [et] tutorat » surprennent, de la part d'un ministre qui réduit l'encadrement scolaire (enseignants et emplois vie scolaire) et maintient le niveau des bourses scolaires à un niveau insuffisant¹. Ainsi, l'égalité des chances n'est plus une mission assurée par la République, mais une faveur laissée au bon vouloir de généreuses entreprises. Les discours du Medef ne laissent aucun doute sur le caractère intéressé de cette générosité : celle-ci dépendra de la conformité de l'enseignement aux souhaits patronaux. Si Gilles de Robien n'a pas les palmes académiques, il aura au moins le « Medef d'or ».

JMJ et Folubert Sansonnet

1 - Selon un sondage CSA-UNL, 18 % des lycéens travaillent pendant l'année scolaire et 13 % déclarent avoir besoin de ce revenu pour vivre.

Surveillance : palmarès 2006 des Big Brother Awards



Jacques Lebrot, sous-préfet (93), Sony-BMG, Paul Anselin, maire de Ploërmel (56) Frédéric Péchenard, directeur de la PJ, et Pascal Clément, garde des Sceaux, ont été primés pour leur promotion de la surveillance. Les directeurs d'écoles qui refusent le fichier « base-élèves » et Pierre Muller, webmaster de ordinateurs-de-vote.org, ont pour leur part reçu des prix Voltaire de la vigilance.

Bo.F.

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchampt
75018 Paris - France
contact@le-piaf.org
www.le-piaf.org

Comité de rédaction : Adrien T., Alex D., Aldo Bernard, Bo.F., Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, Lola Michel, M. Solal, Magali, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Richard B., Robert Moiseau.

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).
<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>



Pouvoir d'achat : le grand écart

A l'heure où les revendications salariales sont plus que d'actualité, Dominique de Villepin tente, dans un sursaut d'instinct de survie de désamorcer la fronde des salariés.

Il a en effet décidé, après plusieurs refus, de provoquer une réunion des syndicats et patronat courant décembre à Matignon pour une « conférence sur les revenus ». Cet ersatz de la réunion de Grenelle de Mai 68 ne sera pas suffisant pour apaiser le mal être des salariés.

Les experts du Credoc dresse un constat accablant sur le pouvoir d'achat des classes moyennes. Le pouvoir d'achat a ralenti de plus de 3 % en 2003 passant d'une augmentation de 3,2 % en 2002, à seulement 0,4 % en 2003. Il n'a ensuite crû que de 1,4 % en 2004. Et encore, il s'agit-là d'une moyenne sur l'ensemble des reve-

nus. Regardons plutôt le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (SMPT) qui avait progressé de 1,2 % par an en moyenne entre 1998 et 2001. Ce SMPT n'a progressé que de 0,2 % en 2002, il a baissé de 0,3 % en 2003 et n'a augmenté que de 0,4 % en 2004. Face à cette stagnation du pouvoir d'achat et à la baisse de 2003, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Aux deux extrêmes, on trouve respectivement les retraités et les chômeurs pour qui l'augmentation du pouvoir d'achat se situe plutôt aux alentours de 3 % et 6,3 % depuis 2001 et les professions libérales, commerçants et artisans qui tirent bien mieux leur épingle du jeu avec un gain de pouvoir d'achat de 20 % sur la même période.

Rigueur budgétaire, effet 35 heures, pression du chômage, valse

des étiquettes, augmentation du prix de l'essence de 20 % depuis 2004, envolée du prix des fruits et légumes et flambée du prix des loyers ont gravement pénalisé la tranche moyenne et basse de la population.

Faute de revalorisation substantielle des salaires et prestations, il est fort à parier que la « classe moyenne » qui représente tout de même 40 % de la population, se montre de plus en plus revendicative dans les mois à venir.

Jean-Paul Rigaudière

1 - Centre de recherche subventionné par l'état pour l'étude et l'observation des conditions de vie

1 - On définit le pouvoir d'achat comme la quantité de biens et de services qu'un individu peut acheter grâce à ses revenus. Il dépend de l'évolution de trois composantes : le revenu, les indices des prix et le poids des produits dans la consommation.

APE : Accords de pauvreté évidente

Jusqu'ici, les relations commerciales entre l'Union européenne (UE) et les Pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) sont moins soumises qu'ailleurs aux lois du marché néolibéral. Elles sont régies par des accords alliant protectionnisme et aide au développement (même si l'argent de l'aide a souvent été détourné). Tout cela risque de prendre fin bientôt avec les Accords de partenariat économique (APE) qui sont en cours de négociation et devraient être signés en janvier 2008.

Que sont les APE ? Il s'agit d'accords de libre-échange, avec leur cortège de libéralisation des services, de levée des barrières douanières et de mise en concurrence des pays pauvres entre eux et avec les pays riches. Concrètement, cela signifie donc, pour les pays ACP, des

importations à bas prix de produits européens ravageant les économies locales, une baisse importante de leurs – maigres – ressources (la majorité de leurs budgets provient des taxes aux importations), et une dégradation de la qualité de vie pour les populations.

Les négociations en cours prévoient par ailleurs de regrouper les pays ACP en six grands marchés régionaux. Si la constitution d'unions régionales est une bonne chose en soi, celles proposées dans le cadre des APE posent problème : elles associent en effet des pays au développement très inégal. Les pays les moins avancés seraient ainsi nettement défavorisés dans ces systèmes basés sur la concurrence.

Pour toutes ces raisons, et pour réclamer le droit à l'autosuffisance ali-

mentaire, les organisations de la société civile se mobilisent, au Nord comme au Sud, et demandent à l'Union européenne d'utiliser les marges de manœuvre qui existent à l'OMC pour infléchir l'orientation des APE. En Afrique, le mouvement est emmené par l'Association de coopération et de recherche pour le développement (Acord) et par la CAD-Mali (Coalition pour les alternatives africaines dette et développement). En France, Oxfam France – Agir Ici' organise jusqu'en février 2007 une campagne de cartes postales pour interpeller nos dirigeants. Pour un développement au service des peuples, et pour mettre fin à la guerre économique de tous contre tous.

Johann

1 - 104, rue Oberkampf, 75011 Paris
www.oxfamfrance.org

A LE PIAF BESOIN DE VOUS !

CONTRIBUEZ

Dans cette page blanche,
il pourrait y avoir votre article :
envoyez vos textes
au **Piaf** !

DISTRIBUEZ

Le Piaf est un journal
distribué
PAR tous et
POUR tous !

Le Piaf cherche
des nids pour déposer
chaque mois ses petits
(librairies, cafés,
lieux culturels, lavomatics, etc.) :
envoyez-lui vos propositions !

DIFFUSEZ

L'association **le Piaf**
a besoin de cerveaux,
de bras, et de jambes pour écrire,
plier, diffuser, poster, etc.

ADHÉREZ

Le Piaf est gratuit,
et conçu par
des bénévoles.
Si vous voulez
soutenir sa diffusion :
faites un don !

FINANCEZ

PLUS D'INFOS SUR
www.le-piaf.org

➡ **ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT**

À LA VERSION ÉLECTRONIQUE DU PIAF : contact@le-piaf.org

(vous pouvez imprimer le Piaf et lui ajouter une page locale)

➡ **RECEVEZ DES PIAF VERSION PAPIER À DOMICILE**

EN RENVOYANT LE BULLETIN D'ABONNEMENT [voir en page 12]



De l'État providence au travail providence

Les médias et les libéraux clament sur tous les tons : l'état-providence n'a plus de raison d'exister, le poids de l'état doit diminuer, pour permettre plus de liberté ... économiques. Ainsi, le Workfare (travail-providence) a remplacé le Welfare State (État-providence). On enlève les charges patronales et salariales et donc la redistribution, et alors c'est l'individu consommateur qui choisit son assurance maladie, sa caisse de retraite, son moyen de transport, l'école pour ses enfants, de faire des donations pour la culture, ...

Si tout le monde avait un emploi, si tout le monde aimait le travail qui le nourrit, s'il n'y avait pas de personnes inaptes au travail, ce serait peut-être pensable (et encore, ce serait la déification de la valeur-travail). Mais c'est loin d'être le cas face aux taux de chômage qui ne diminuent que très peu et très artificiellement (départ massif en retraite, calculs arrangés par les ministères).

Pourtant les économistes sont en guerre contre les chômeurs. Les États-Unis bien sûr, mais aussi le Canada, la Suisse ou l'Allemagne ont pris des mesures pour « pousser les chômeurs vers l'emploi ».

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) propose, dans ces Perspectives pour l'emploi 2006, de « faciliter le passage de l'assistant à l'activité professionnelle ». Ces mesures auraient pu consister à augmenter immédiatement le Smic. Non, elles remettent bien au contraire en question des avancées qui semblent bien naturelles : RMI, gratuité des transports pour les chômeurs, CMU, ... En fait, l'OCDE poursuit en précisant qu'il faut procéder « à des réformes partielles : réformer à la marge pour mettre en œuvre des changements [...] plus profonds ».

La doctrine du Workfare implique également que si les chômeurs prenaient tous les emplois disponibles, l'économie s'épanouirait. Ils oublient que près d'un Rmiste sur 3 possède un diplôme équivalent au bac et que surtout, le remplissage systématique des emplois vacants (par des salariés souvent sur qualifiés) n'a pas permis aux États-Unis d'annuler son chômage. Les économistes du Workfare refusent en fait de voir le chômage comme une « donnée d'ajustement » de notre économie,

ils préfèrent accuser les chômeurs de tous les maux.

Pourtant lorsqu'un chômeur redevient actif, son taux d'imposition connaît un bond de 80 % qui contrebalance bien l'augmentation de ses revenus. En France, deux millions et demi de personnes, notamment des femmes, travaillent et vivent au-dessous de ce que l'on appelle le seuil de pauvreté. Pire encore, si l'on pousse le raisonnement des théoriciens du Workfare, les actifs à faibles revenus devraient préférer ne rien faire : or près d'un quart de la population salariée touche moins de 1,14 fois le Smic et n'aurait rien à perdre à devenir chômeur. On passerait alors de 2 à 7 millions « d'inactifs ». Ce qui prouve que le goût de travailler est largement majoritaire : ce sont plutôt les bons emplois qui manquent.

G.W.K. VandenParaboum

1 - Un collectif baptisé « Les autres chiffres du chômage » affirme que la France comptait en septembre dernier plus de 4,4 millions de chômeurs, et non 2,172 millions comme l'avait annoncé le ministère de l'emploi.

2 - Les employeurs recherchent les salariés qui coûtent le moins cher au niveau international, ce qui explique les délocalisations. Plus d'infos : www.monde-diplomatique.fr, décembre 2006

Quand un journaliste s'attaque à la finance

Denis Robert, le journaliste qui, bien avant « l'affaire », travaillait sur les activités plus que douteuses de Clearstream, est aujourd'hui victime d'un véritable harcèlement des avocats de cette multinationale. Rien de tel, en effet, pour faire taire une plume aussi bien documentée que de la ruiner par les frais de justice.

Les juristes de Clearstream utilisent donc tous leurs moyens, et ils en ont, hélas, beaucoup, pour en finir avec cet empêcheur de capitaliser en rond avec des fonds non dépourvus d'odeur (200 visites d'huissiers et 30 procédures en cours).

JMJ

Si vous voulez en savoir plus et/ou aider Denis Robert, n'hésitez pas à vous connecter à l'adresse suivante : <http://lesoutien.blogspot.com>





[SUITE DE LA UNE] et d'établir une base de travail pour le candidat qui devait être désigné par consensus.

Le piège « présidentielle »

Les institutions de la V^e République poussent à la personnalisation des débats¹, que les médias préfèrent résumer à des querelles d'individus sans intérêt.

Fort du score d'Olivier Besancenot à la dernière présidentielle, la LCR a décidé par un vote extrêmement serré de présenter un candidat se retirant de fait des comités. Toutefois, de nombreux militants trotskistes ont continué à y travailler. Seul parti restant, le PC, ou plus précisément son appareil, a mis en œuvre la création de faux collectifs pour imposer sa candidate Marie-Georges Buffet. Il a profité de la mauvaise organisation du vote lors des réunions nationales des collectifs antilibé-

raux (pas de diversité obligatoire et statutaire pour la création d'une entité). Par cette manœuvre politicienne, le PC a dégoûté de nombreux militants des collectifs, dont de nombreux communistes, et candidats comme José Bové ou Clémentine Autain qui ont bien vite - trop vite ? - jeté l'éponge (encore que²)... et plongé dans le désarroi toutes les personnes qui se sont impliquées dans ces comités.

Apocalypse coco

C'est un véritable fiasco, même s'il était prévisible, qui laissera des traces profondes.

Tout d'abord pour le mouvement antilibéral qui voit s'effondrer ses chances d'avoir un candidat unique à la gauche du PS. Mais c'est aussi à coup sûr un risque important de voir s'affaiblir le PC et la LCR à la suite d'un échec probable aux élec-

tions. Ce processus accentue la bipolarisation de l'espace politique français (PS / UMP).

Il s'agit surtout d'un événement important dans notre histoire politique car un mouvement qui aurait pu apporter un véritable renouveau aux élections va se retrouver dispersé dans les votes au profit des partis traditionnels. Les vrais fautifs : certains réflexes d'appareils de partis qui préfèrent garder quelques circonscriptions plutôt que faire avancer leurs idées. La personnalisation absurde de cette présidentielle efface politiquement et médiatiquement les législatives, et surtout tout réel débat politique.

Le Piaf

1- La réforme constitutionnelle de 1962 a transformé l'élection du président ; élu jusque-là par les assemblées, le Président est, depuis, élu directement par les électeurs.
2 - Site d'une pétition de soutien à José Bové : www.unisavecbove.org

Les anges ont-ils un sexe ?

L'été dernier nous avons subi les développements d'une étrange non-information autour d'un étrange débat. Un journaliste noir allait présenter le 20 heures de TF1 et toute la presse de commenter « l'événement » comme si la couleur du journaliste devait révolutionner la France, comme si cette nomination cachait une symbolique forte, un volontarisme audacieux de la chaîne, un signe d'ouverture,... D'articles en entrevues chacun y allait alors de son commentaire bien senti, mais personne pour faire remarquer que la couleur du journaliste n'avait aucune importance puisque TF1 allait rester TF1, c'est-à-dire une chaîne à vocation mercantile et publicitaire, fortement ancrée à droite, avec ou sans le beau Harry.



De la même manière, aujourd'hui, la presse s'emballe à propos de madame Royal et de son succès dans les primaires du PS. Une bonne partie des commentaires tourne autour du sexe de la candidate et s'autorise à faire l'impasse sur ses idées comme sur son programme. Quelle importance a donc ce sexe en politique, est-ce un argument politique ? Le féminisme est un vrai combat politique, qui n'a rien à voir avec le « packaging femme » d'un candi-

dat. Ce qui importe, ce sont les idées que le candidat véhicule. Hélas, comme pour TF1, le PS reste le PS, au masculin ou au féminin, et son programme demeure bien timide (pour les optimistes) ou bien inquiétant (pour les pessimistes) en matière économique, sociale, scolaire, écologique... **JMJ**



A qui profite le Hulothon ?

L'entrée récente sur la scène politico-médiatique de Nicolas Hulot, présentateur d'émissions de télévision et grand défenseur de la cause écologique, peut se comprendre en cette période pré-électorale particulièrement propice à l'interpellation des candidats à la prochaine élection présidentielle. L'éventualité de sa propre candidature a renforcé son engagement et fait de lui un client parfait pour des médias toujours amateurs de challengers et d'une bonne cause à soutenir. En déclarant se placer « au-dessus » des clivages politiques, il renforce sa popularité auprès d'un électorat désabusé par les partis politiques. Ainsi, dans un récent sondage, l'animateur recueillait 11 % d'intentions de vote...

Un Pacte compact

Au cœur du débat, le Pacte écologique porté par la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH) qui, afin d'éviter des « tragédies massives » auxquelles « aucune démocratie, aucun projet social, aucune économie ne pourra résister », développe 10 objectifs et 5 propositions pour conduire l'inévitable « mutation écologique » des prochaines décennies. Or, face à de tels enjeux, que propose Nicolas Hulot dans son pacte ? Diverses mesures frappantes (vice-Premier Ministre chargé du développement durable, taxe carbone, subventionnement de l'agriculture de qualité...)

dont la pertinence est certaine, mais qui n'abordent pas les conditions politiques et économiques qui ont conduit à la dégradation de notre environnement.



Admettant sur le site de la fondation qu' « il n'y a plus de pilote dans la navette Terre », il s'en remet à une prise de conscience individuelle et collective, exonérant ainsi le système dominant – le capitalisme puisqu'il faut bien le nommer - de toute responsabilité.

Éco-logique de marché

L'identité des financeurs de la FNH n'est peut-être pas étrangère à cette modération. On trouve en effet parmi ceux-ci trois partenaires fondateurs, EDF, TF1 et L'Oréal, et des partenaires de statuts divers tels que les Autoroutes du Sud de la France (ASF), Bouygues (propriétaire de TF1), ou Armateurs de France (Organisation qui défend les intérêts des entreprises de transport maritime françaises).

Que les entreprises les plus polluantes, celle des déchets nucléaires pour des millions d'années, celle qui bétonne la nature et celle qui vend à Coca-Cola du « temps de cerveau disponible » puissent être des donateurs d'une telle fondation, ne facilite évidemment pas une remise en cause du système.

Et puis Nicolas Hulot, c'est aussi – et peut-être d'abord – une marque. Son émission sur TF1, « Ushuaïa », a généré une soixantaine de produits dérivés, des cosmétiques aux jeux de société, en passant par les lunettes et la papeterie, commercialisés par une quinzaine d'entreprises, représentant un chiffre d'affaires annuel estimé par TF1 à 100 millions d'euros...

L'annonce récente de sa non-candidature ne bouleversera pas la donne puisque la plupart des candidats avaient déjà, avant son retrait, signé son « Pacte écologique » plein de bonnes résolutions cosmétiques. Quoiqu'il en soit, même si la planète n'y gagne pas grand-chose, le battage médiatique dont l'animateur a fait l'objet aura au moins bénéficié aux produits dérivés Nicolas Hulot et à ses partenaires qui, on le sait, plaçant l'écologie au premier rang de leurs préoccupations. **PB**

Pour en savoir plus :

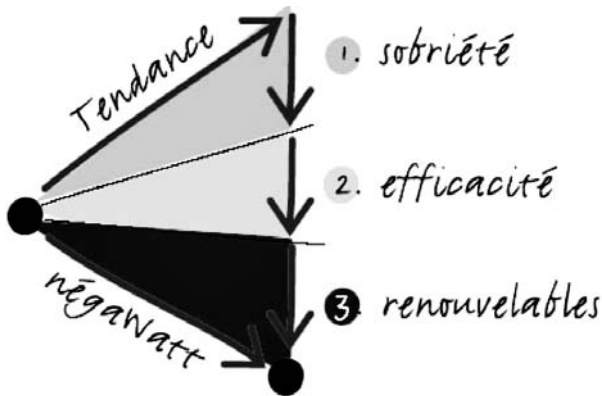
► Nicolas Hulot, le pacte médiatique
www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/hulot.htm

► Ushuaïa, le label Hulot certifié
100 % rentable (L'Expansion, 25/05/2005)
www.lexpansion.com/art/6.0.131528.0.html

► Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'Homme
www.fondation-nicolas-hulot.org



L'énergie la moins polluante est celle que nous ne consommons pas



Deux informations importantes ont marqué ce début d'année. L'une fait les grands titres des journaux. L'autre est, étrangement, passée totalement inaperçue. Première information : la Commission européenne, soucieuse d'indépendance énergétique et de lutte contre le changement climatique, propose de relancer la construction de centrales nucléaires en Europe. Deuxième information : en Grande-Bretagne,

la société British Nuclear Group vient de débrancher deux de ses réacteurs, « Dungeness A » et « Sizewell A ». Ces deux réacteurs étaient les plus anciens encore en activité dans le monde. Leur démantèlement sera achevé dans... une centaine d'années, annonce British Nuclear Group.

En définitive, la part du nucléaire dans la production d'énergie mondiale n'évoluera pas, au mieux, avant 2020 ou 2030. Or selon les spécialistes, l'effort pour lutter contre l'effet de serre et le changement climatique doit être mis en oeuvre... dès maintenant et dans les 15 à 20 prochaines années. Et, selon les sources disponibles, le

nucléaire représente aujourd'hui un grand maximum de 7 % du total de l'énergie produite dans le monde (l'électricité constitue 17 % de l'énergie produite et cette électricité est à 16 % d'origine nucléaire). Bilan : la lutte contre le changement climatique passe avant tout par les économies d'énergie. L'énergie la moins chère, la plus sûre et la moins émettrice de gaz à effet de serre est celle que nous ne consommons pas. Et des mesures draconiennes peuvent être prises dès maintenant, sans forcément mettre l'Europe sens dessus dessous. La lecture du scénario Négawatt¹ est à ce titre très instructive.

Walter Bouvais

Extrait de l'article paru dans le magazine indépendant Terra Economica.

Pour remettre l'Homme au coeur de l'économie, rendez-vous sur www.terra-economica.info

1 - www.negawatt.org

Mets de l'huile !



© www.ifhvp.org

Comme c'est étrange : le gouvernement donne son accord après coup à une expérimentation qui fonctionne. Les ministres de l'Agriculture et de l'Industrie, Dominique Bussereau et François Loos, ont annoncé que les collectivités locales pourraient utiliser de l'huile végé-

tales pures (HVP¹) pour faire fonctionner leurs véhicules, hors transport de passagers, à partir du 1er janvier 2007, ainsi que les marins pêcheurs pour leurs bateaux. Or la Communauté de communes du Villeneuvois (47)², qui utilise depuis un an ce carburant pour ses camions bennes, avait été condamnée en juin par le Tribunal administratif de Bordeaux au motif que les HVP ne figuraient pas au code des douanes comme carburant autorisé. Ce jugement a été balayé par la Cour d'appel. Reste la question de la fiscalité qui n'est pas encore réellement incitative : les HVP sont taxées de la même façon que les autres biocarburants produits de façon industrielle.

Bo.F.

1 - Voir *Le Piaf* n°2 : les huiles végétales pures sont produites à partir de plantes oléagineuses (colza ou tournesol) sans modification chimique par pression simple.

2 - Bilan de l'expérimentation :

www.ccvilleneuvois.fr/biocarburant/documents/bilan1an.pdf



LE PI AF - N°11 - JANVIER/FÉVRIER 2007

Grand concours d'oxymores¹

Nicolas Sarkozy n'a pas peur des contradictions. Pour garder la tête des sondages, avec lui tout devient possible.

ALORS, APRÈS LA RUPTURE TRANQUILLE, IL POURRAIT ESSAYER :

- ➔ L'AGITATION PEINARDE
 - ➔ L'INCONTRÔLABLE PRÉCISION
 - ➔ LA VIOLENCE EN DOUCEUR
 - ➔ LE RACKET CONSENTI
 - ➔ LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE
 - ➔ L'IGNORANCE SAVANTE
 - ➔ L'ACTION DANS L'IMMOBILITÉ
 - ➔ LA LIBERTÉ DE LA CONTRAINTE
 - ➔ AGIR SANS RIEN FAIRE
 - ➔ EXCITONS-NOUS DANS LE CALME
 - ➔ LA HÂTE LENTE...

..ENVOYEZ-LUI VOS SUGGESTIONS POUR LES 3 MOIS À VENIR (ET À TENIR).

jmj

1- Oxymore : figure de style qui consiste à placer l'un à côté de l'autre deux mots opposés.



exemple d'oxymore



[AGENDA]

DEUXIÈME FORUM SOCIAL LOCAL DE L'AGGLOMÉRATION DE NANCY

Les 2, 3 et 4 février, Espace Jean Jaurès - 3, avenue de la Paix - Tomblaine (54). <http://fsl.nancy.free.fr>

QUE PEUT FAIRE LE POUVOIR FACE AUX TRANSFORMATIONS SOCIALES ?

Conférence/débat
Jeudi 8 février - 21h - Maison de l'Amérique latine - 217, bvd Saint-Germain - Paris 7^e. www.malgreout.collectifs.net

LA PRIVATISATION DE LA GUERRE

Conférence
Jeudi 8 février - 20h30 - faculté Victor Segalen - Brest (29). www.brest-ouvert.net

CRISE DE LA DÉMOCRATIE

Séminaire
Samedi 10 février - de 9h à 17h30 - 17 rue de Rémusat - Toulouse (31). www.atelierspourlautogestion.org

« MÉDIAS CRISIS » : REGARD CRITIQUE SUR LES MASS MEDIA AUDIOVISUELS

Projections et rencontres
Du 7 au 13 février 2007 - cinéma L'Écran, 14, Passage de l'Aqueduc - Saint-Denis (93). www.lecranstdenis.org

QUELLE POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE EN 2007 ?

Conférence
Mercredi 14 février - de 18h30 à 21h30 - Institut d'études politiques, Amphithéâtre Siegfried - 11, allée Ausone - Pessac (33). www.survie-france.org

OGM

Conférence/débat avec Marc Murray, membre actif des faucheurs volontaires d'OGM.

Vendredi 16 février - à partir de 20h30 - 61, rue Dunois - Paris 13^e.

« LA CROSSE EN L'AIR »

de Jacques Prévert
Du 8 mars au 1^{er} avril - La Belle Étoile - 14 rue Saint-Just - La plaine - Saint-Denis (93). www.cie-joliemome.org

POUR LES PARISIENS, L'AGENDA MENSUEL DES RÉSISTANCES ET DES ALTERNATIVES EST SUR <http://letohubohu.free.fr/>



[BULLETIN D'ABONNEMENT]

LE PI AF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'UN NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PI AF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

EMAIL